

Conditions générales d'utilisation

Les présentes conditions générales (les « Conditions Générales ») ont pour objet de définir les modalités selon lesquelles la Caisse des Dépôts met à disposition des collaborateurs du Groupe Caisse des Dépôts (ci-après le ou les « Utilisateur(s) »), son site semainedelamobilitegroupecdc.fr, son site Internet d'inscription plateforme.semainedelamobilitegroupecdc.fr et les services proposés (notamment les conférences et présentations se déroulant sur Microsoft Teams, ci-après désignés les « Evènements ») (dénommés ensemble le « Site »), ainsi que les conditions selon lesquelles les Utilisateurs accèdent au Site et l'utilisent.

L'accès et l'utilisation du Site impliquent nécessairement l'acceptation sans réserve des Conditions Générales par tout Utilisateur, ainsi que le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 1 : Pré-requis à l'accès et à l'utilisation du Site

Pour accéder et utiliser le Site, l'Utilisateur doit disposer, *a minima*, de la configuration informatique suivante :

Internet Explorer version 9 et plus ;

Firefox version 22 et plus ;

Chrome version 25 et plus ;

Safari version 6 et plus.

Article 2 : Adhésion aux Conditions Générales - Durée

Les Conditions Générales entrent en vigueur à compter de la date de leur mise en ligne et sont opposables à tout Utilisateur naviguant sur le Site.

Si un Utilisateur ne souhaite pas se conformer aux Conditions Générales lors de l'utilisation du Site, il est invité à ne pas poursuivre sa navigation sur le Site.

Article 3 : Conditions d'accès au Site

3.1 Processus de création d'un Compte Utilisateur

L'Utilisateur ne peut accéder au Site, créer un Compte Utilisateur, ni participer à un ou plusieurs Evènements du Site s'il n'y a pas été préalablement invité par la Caisse des dépôts.

Est invité, tout collaborateur de l'Etablissement Public Caisse des dépôts qui figure dans les effectifs au moment où la liste des invitations est arrêtée est invité.

Est également invité tout collaborateur des autres entités du Groupe Caisse des dépôts participantes figurant sur la liste dressée par leurs employeurs respectifs sur la base des critères déterminés par ces derniers et adressée à la Caisse des dépôts pour l'envoi des invitations.

L'invitation de l'Utilisateur strictement personnelle et ne peut être transférée à un tiers par l'Utilisateur.

L'invitation intervient en deux étapes : 1/ une invitation à se rendre sur le site d'inscription pour créer son Compte Utilisateur, puis 2/ une invitation à accéder au site semainedelamobilitegroupecdc.fr.

En amont de l'envoi de l'invitation initiale à créer son Compte Utilisateur, la Caisse des dépôts aura pré-renseigné dans le futur Compte-Utilisateur, ses nom, prénom, adresse email professionnelle et entité, communiqué préalablement par son employeur.

Les invitations se font sous la forme d'un email reçu à ladite adresse email professionnelle de l'Utilisateur.

3.1.1 Invitation à créer un Compte Utilisateur

L'invitation à créer son Compte Utilisateur reçue par email contient un lien hypertexte vers une page d'inscription (« Compte Utilisateur ») permettant son identification.

3.1.2 L'inscription au Compte Utilisateur

Lors de sa première connexion, après acceptation des Conditions Générales, l'Utilisateur est invité à :

- *Obligatoirement* :
 - Choisir un mot de passe respectant les exigences de sécurité prévues ci-dessous ;
 - Renseigner sa civilité
 - Cadre / non-cadre
 - Manager / non-manager

- *Facultativement, renseigner les items suivants* :
 - Filière
 - Région
 - Fonction
 - Direction
 - Tranche d'âge

Les données du Compte Utilisateur pourront être mises à jour par l'Utilisateur en envoyant un email à l'adresse dpo@ldr.fr

Le mot de passe et l'identifiant (qui est obligatoirement l'adresse email professionnelle de l'Utilisateur) sont strictement personnels.

L'Utilisateur s'engage à ne pas divulguer à autrui son mot de passe, lequel doit rester totalement confidentiel. Il s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet. L'Utilisateur est seul responsable de la préservation de sa confidentialité et, par conséquent, des conséquences d'une divulgation involontaire à quiconque. La Caisse des Dépôts décline toute responsabilité en cas de perte ou de mauvaise utilisation de ces informations.

Toute connexion à son Compte Utilisateur par l'Utilisateur ou transmission de données effectuée avec ses identifiants et mot de passe en utilisant les services de la Caisse des Dépôts sera réputée avoir été effectuée par lui-même et sous la responsabilité exclusive de l'Utilisateur.

En cas d'utilisation frauduleuse de ses identifiant et/ou mot de passe, l'Utilisateur s'engage à informer la Caisse des Dépôts dans meilleurs délais en envoyant un message à l'adresse email à l'adresse dpo@ldr.fr

En cas de perte de l'identifiant et/ou du mot de passe, l'Utilisateur peut les retrouver en cliquant sur le lien " Réinitialiser son mot de passe " depuis la page de connexion en renseignant son adresse email. Un courriel lui sera envoyé avec ses identifiants de connexion.

3.1.3 L'invitation à accéder au Site

Cette invitation prend la forme d'un email contenant un lien hypertexte vers la page d'inscription.

3.2 Modalités d'accès au Site

L'accès, sur invitation préalable, au Site est personnel, inaccessible et non transférable.

Pour pouvoir accéder au site semainedelamobilitegroupecdc.fr, l'Utilisateur, qui dispose d'un Compte Utilisateur, doit renseigner son identifiant et son mot de passe.

3.3. Cessation des droits d'accès

- **Expiration des droits d'accès**

L'accès au Site expirera à la date de fin de mise à disposition du Site, soit au plus tard le vendredi 5 avril 19h00. Lorsque les droits d'accès ont expiré, les droits d'accès au Compte Utilisateur sont supprimés.

- **Suppression des droits d'accès**

1° Pour manquement aux règles des présentes Conditions Générales d'Utilisation et de la Charte Informatique des Systèmes d'Informations de la Caisse des dépôts (« Charte Informatique ») acceptées lors de la création du Compte Utilisateur.

En cas de manquement par l'Utilisateur auxdits documents, il pourra être exclu des Evènements du Site et voir ses droits d'accès à son Compte Utilisateur supprimés.

2° Suppression volontaire par l'Utilisateur de son Compte Utilisateur

Si l'Utilisateur souhaite directement supprimer ses droits d'accès à son Compte Utilisateur, il peut envoyer un message à l'adresse email à dpo@ldr.fr. Les droits d'accès aux Evènements du Site seront supprimés en même temps que les droits d'accès à son Compte Utilisateur.

4. Fonctionnement et fonctionnalités du Site

Le Site permet l'inscription à la Semaine de la Mobilité, à tout ou partie des Evènements de sa programmation, la prise de RDV avec des contacts RH, le dépôt de CV dans l'espace dédié de chaque entité du Groupe CDC participante et l'accès à des contenus (information – dont les offres d'emplois, documents, vidéos, photos...).

L'Utilisateur a accès à l'ensemble des informations mises à sa disposition aussi bien sur le site semainedelamobilitegroupecdc.fr que dans les sessions Teams des Evènements, mais il n'a pas d'information sur les autres Utilisateurs inscrits (non intervenants), sauf lorsqu'ils participent au même évènement (accès à la liste des participants à l'évènement sur Teams : nom, prénom et éventuelle photographie/image des autres Utilisateurs attachée à leur compte professionnel Teams).

Les Evènements accessibles via Microsoft Teams font l'objet d'un enregistrement vidéo. Le nom et l'éventuelle photographie/image de l'Utilisateur attaché à son compte professionnel Teams pourront y être visibles.

L'Utilisateur est autorisé, dans le cadre des Evènements sur **Teams** auxquels il participe à publier des commentaires et questions (ci-après « Contributions ») en lien avec l'Evènement et à consulter/accéder aux Contributions des autres Utilisateurs dans le respect des règles des présentes Conditions Générales d'Utilisation et de la Charte Informatique.

Lorsque l'Utilisateur dépose son CV dans l'espace dédié de chaque entité du Groupe CDC participante, le CV n'est reçu et consultable que par les services RH de l'entité concernée.

Article 5 : Droits de propriété intellectuelle

Le Site et tous les éléments qui le composent, notamment les programmes, données, textes, images, sons, dessins, graphismes etc... sont la propriété de la Caisse des Dépôts ou font l'objet d'une concession accordée à son profit. Toute copie, reproduction, représentation, adaptation, diffusion, intégrale ou partielle du Site et de ses contenus, par quelque procédé que ce soit et sur quelque support que ce soit est soumise à l'accord préalable écrit de la Caisse des Dépôts, sous réserve des exceptions prévues par le Code de propriété intellectuelle.

L'Utilisateur est autorisé à consulter, télécharger, et imprimer les documents et informations disponibles à cet effet aux conditions suivantes :

- les documents ne peuvent être utilisés qu'à titre personnel, pour information et dans un cadre strictement privé conformément à l'article L122 – 5 2° du CPI,
- les documents et informations ne peuvent être modifiés de quelque manière que ce soit,
- les documents et informations ne peuvent être diffusés en dehors du Site.

Article 6 : Protection des données à caractère personnel et cookies

Pour simplifier l'accès de l'Utilisateur à l'information concernant la gestion de ses données à caractère personnel sur le Site, la Caisse des Dépôts s'est dotée pour le Site d'un document d'information relative à la protection des données à caractère personnel.

Il appartient à l'Utilisateur de consulter ce document, qui l'informe notamment sur les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par la Caisse des Dépôts, sur les cookies utilisés par le Site et qui définit les termes du consentement des Utilisateurs à l'utilisation de ces cookies.

Ce document est disponible lors de la création du Compte Utilisateur, puis reste disponible en bas de page de toutes les pages du Site.

L'Utilisateur peut être destinataire de données personnelles dans le cadre du fonctionnement des Evènements auxquelles il est inscrit. Dans ce cadre, il s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements applicables en matière de protection des données à caractère personnel et en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés modifiée et n'est pas autorisé à ce titre à effectuer de traitement à partir des données personnelles auxquelles il a accès via les Evènements.

Article 7 : Signalement de contenus illicites

7.1 Définitions

Au sens du présent article, sont considérés comme :

a) des « contenus illicites » :

Tout contenu quel qu'en soit le support et le format :

- faisant notamment l'apologie des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des crimes et délits contre l'État (terrorisme, etc.) ;
- incitant à la haine à l'égard de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur religion, de leur handicap ;
- encourageant à la pédophilie ou à toute activité pornographique ;
- violant les droits de propriété intellectuelle de tiers ;
- caractérisant de manière générale une activité illégale ou illicite.
- Issues du travail d'un tiers ;
- Contenant ou relayant des propos diffamatoires, injurieux ou dénigrant ;
- Contenant des virus, ou tout autre programme malveillant et plus généralement, mettant en péril la sécurité informatique de la Caisse des dépôts et/ou de ses prestataires et/ou de tout tiers et notamment des autres Utilisateurs du Site Secondaire ;
- Définis comme tel par la loi ou les règlements.

b) des « contenus sensibles » :

Les données relatives à l'origine raciale ou ethnique, aux convictions politiques, aux croyances philosophiques ou religieuses, à l'appartenance à un syndicat ou un parti politique, à la santé physique ou mentale, à la vie sexuelle ou à la commission d'infractions pénales ou à l'existence de procédures judiciaires concernant l'Utilisateur lui-même, un autre Utilisateur ou un tiers.

c) des contenus comportant des données personnelles

Tout contenu comportant des données permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique, qu'il s'agisse de l'Utilisateur lui-même ou d'un autre Utilisateur ou d'un tiers.

7.2 Interdiction de production/transmission par l'Utilisateur de contenus illicites sensibles ou comportant des données personnelles

L'Utilisateur s'engage notamment à ne pas publier sur le Site ou dans le cadre des Evènements (Teams), des contenus qui pourraient être qualifiés de contenus illicites, sensibles ou plus généralement, comportant des données personnelles.

Si, pour un quelconque motif, la Caisse des Dépôts considère que l'Utilisateur ne respecte pas les présentes Conditions Générales d'Utilisation ou la Charte Informatique, elle peut à tout moment, et à son entière discrétion, supprimer l'accès de l'Utilisateur au Site ou aux Evènements auxquelles il est inscrit, supprimer ses droits d'accès à son Compte Utilisateur et/ou prendre toutes mesures incluant toute action judiciaire civile et pénale à son encontre.

7.3 Signalement de contenus illicites, sensibles ou comportant des données personnelles produits par d'autres utilisateurs

Tout Utilisateur qui, au cours de son accès au Site, découvre ou a connaissance de contenus illicites, sensibles ou plus généralement comportant des données personnelles, est invité à le signaler à la Caisse des Dépôts selon la procédure décrite ci-dessous.

Dans son signalement, l'Utilisateur :

- envoyer un message en envoyant un message à l'adresse email à dpo@ldr.fr
- précisera la page du Site (<http://>) sur laquelle il a identifié le contenu illicite. Un copier/coller de l'adresse de la page en question sera possible ;
- fera part de ses éventuelles remarques.

La Caisse des Dépôts traitera ensuite le signalement dans les meilleurs délais.

Article 8 : Disponibilité du Site

Le Site sera accessible aux Utilisateurs pendant une durée de 4 jours (du 2 au 5 avril 2024).

Pendant ce délai, la Caisse des Dépôts fera ses meilleurs efforts, dans les limites de l'état de l'art, pour assurer l'accès et le fonctionnement du Site 24 heures sur 24, hors pannes et opérations de maintenance (préventive, corrective ou évolutive).

Article 9 : Responsabilité

La Caisse des Dépôts du Site veille à garantir l'exactitude des informations mises à disposition dans le cadre du Site. Néanmoins, les informations traitées peuvent contenir des inexactitudes techniques ou typographiques.

Il est précisé que la Caisse des Dépôts ne peut en aucune façon être tenue pour responsable des erreurs éventuelles desdites informations, ni de la complétude, pertinence des informations et données traitées.

La Caisse des Dépôts fait ses meilleurs efforts pour fournir un Site en conformité avec l'état de l'art en matière de sécurité et confidentialité. Eu égard à la complexité de l'Internet, elle ne saurait toutefois garantir une sécurité absolue.

Aux fins d'utilisation du Site, l'Utilisateur doit disposer des compétences, des matériels et des logiciels requis pour l'utilisation d'Internet. L'Utilisateur reconnaît que les caractéristiques et les contraintes d'Internet ne permettent pas de garantir la sécurité, la disponibilité et l'intégrité des transmissions de données durant leur transit sur Internet.

La Caisse des Dépôts se réserve la possibilité de modifier ou d'interrompre temporairement ou de façon permanente, toute ou partie du Site, sans préavis ni indemnité quelconque, ce que l'Utilisateur accepte. De même, la Caisse des Dépôts ne saurait être tenue pour responsable des éventuelles erreurs, interruptions, absence de disponibilité des informations et/ou présence de virus sur son Site.

La Caisse des Dépôts n'est pas responsable en cas de dysfonctionnement, d'impossibilité d'accès, ou de mauvaises conditions d'utilisation du Site imputables à un équipement non adapté, à des dysfonctionnements internes au fournisseur d'accès internet de l'Utilisateur, à l'encombrement du réseau Internet, ou pour toutes autres raisons échappant au contrôle de la Caisse des Dépôts.

De manière générale, l'Utilisateur et la Caisse des Dépôts ne pourront être tenus que de la réparation des conséquences pécuniaires des dommages à la fois directs et prévisibles subis par l'autre partie, à la condition que i) cette dernière ait respecté l'intégralité des stipulations des Conditions Générales et ii) qu'elle démontre qu'un tel dommage est la conséquence d'un manquement imputable à l'autre partie.

La Caisse des Dépôts ne saurait en aucune circonstance voir sa responsabilité recherchée en cas de préjudices indirects ou imprévisibles subis par l'Utilisateur. Par préjudices indirects ou imprévisibles, il est entendu notamment toute atteinte à son image, perte financière, inexactitude ou corruption de fichiers ou de données, perte d'une chance.

Sauf dans des cas exceptionnels, la Caisse des Dépôts ne contrôle pas *a priori* les Contributions des Utilisateurs dans le cadre de la participation aux Evénements. A cet égard, la Caisse des Dépôts ne peut être tenue pour responsable du contenu desdites Contributions qui restent de la seule responsabilité de leur auteur.

La Caisse des Dépôts n'intervient à cet égard qu'en tant qu'hébergeur des Contributions des Utilisateurs au sens de l'article 6-I.2 de la Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique. Au titre de cette disposition, la Caisse des Dépôts ne peut pas voir sa responsabilité civile engagée si elle n'avait pas effectivement connaissance du caractère illicite desdites Contributions ou de faits et circonstances faisant apparaître ce caractère ou si, dès le moment où elle en a eu cette connaissance, elle a agi promptement pour retirer ces données ou en rendre l'accès impossible.

De même, s'agissant plus spécifiquement de Contributions comportant l'une ou plusieurs des infractions prévues par le chapitre IV de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, la Caisse des Dépôts ne pourra pas voir sa responsabilité pénale engagée comme auteur principal s'il est établi qu'elle n'avait pas effectivement connaissance du message avant sa mise en ligne ou si, dès le moment où elle en a eu connaissance, elle a agi promptement pour retirer ce message.

Dès lors qu'un Utilisateur signalera à la Caisse des Dépôts, dans les conditions légales et réglementaires applicables, tout contenu manifestement illicite, injurieux, diffamatoire, outrageant, et plus généralement tout contenu réprimé par la Loi et la réglementation applicables, ou que la Caisse des Dépôts constatera de tels contenus par elle-même, elle agira promptement afin de retirer ces contenus. Toute dénonciation induite et/ou calomnieuse expose son auteur à des sanctions civiles et pénales.

Article 10 : Force majeure

La Caisse des Dépôts ne saurait être tenue responsable en cas d'inexécution ou d'exécution partielle de ses obligations au titre du Site si ladite inexécution ou exécution partielle résulte d'un cas de force majeure au sens de la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

Article 11 : Confidentialité

Toute information, de quelle que nature que ce soit, reçue par les Utilisateurs via le Site est considérée comme strictement confidentielle et d'un usage strictement peut être divulguée.

La présente obligation de confidentialité est valable pendant trente (30) ans à compter de son entrée en vigueur.

Article 12 : Mise à jour des Documents contractuels

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de mettre à jour les Conditions Générales à tout moment en fonction de l'évolution du contenu, des fonctionnalités du Site ainsi que des contraintes supplémentaires de protection nécessaires.

La Caisse des Dépôts invite donc tout utilisateur à prendre connaissance de cette page lors de chaque consultation du Site.

Article 13 : Loi applicable

Les Conditions Générales sont soumises au droit français. Il en est ainsi tant pour les règles de fond que pour les règles de forme.

Toutes les contestations et les litiges relatifs à l'acceptation, l'exécution ou l'interprétation des présentes seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions de second degré de Paris.

Article 13 : Crédits

Le crédit est l'indication du nom de l'auteur d'une photographie, d'une illustration, d'une vidéo ou plus simplement d'une création au sens large ou, le cas échéant, du nom de l'entreprise (ex. : agence photographique, maison d'édition, etc.) qui détient les droits sur la création publiée, notamment de photographies, illustrations, sons, images et vidéos. Le crédit est communément appelé le « crédit photo » ou « crédit illustration » mais s'applique de manière plus large. La publication des crédits permet d'identifier ainsi l'auteur de l'élément et respecter ainsi ses droits moraux sur son œuvre mais aussi de connaître le propriétaire de la création.

Les crédits photos sont publiés dans une rubrique « crédits » dédiée, en étant juxtaposés à la création réalisée ou détenue par le tiers mentionné dans le crédit.